



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
LIMITÉE

E/CN.4/2000/L.29  
12 avril 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-sixième session  
Point 9 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS  
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Australie<sup>\*</sup>, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande\* et Nigéria (au nom du Groupe africain) :  
projet de résolution

2000/... Situation des droits de l'homme au Rwanda

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme,  
la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et les autres normes  
applicables en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire,

Rappelant sa résolution 1999/20 du 23 avril 1999 et les résolutions précédentes pertinentes,  
et prenant note de la résolution 54/188 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1999,

Réaffirmant que la promotion et la protection des droits de l'homme sont nécessaires pour  
soutenir le processus de reconstruction et de réconciliation nationales au Rwanda,

---

<sup>\*</sup> Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Prenant en compte la dimension régionale de la question des droits de l'homme dans la zone des Grands Lacs, tout en soulignant la responsabilité qui incombe au premier chef aux États de promouvoir et de protéger les droits de l'homme,

Notant avec satisfaction que le Gouvernement rwandais s'est engagé à promouvoir et protéger le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi qu'à éliminer l'impunité, qu'il réalise des progrès sur la voie de l'instauration d'un véritable État de droit, et qu'il a entrepris de consolider la paix et la stabilité ainsi que de promouvoir l'unité et la réconciliation,

Se félicitant des progrès accomplis par le Gouvernement rwandais pour reconstruire le système d'administration de la justice et des efforts déployés pour résoudre le problème du nombre élevé de détenus en attente de jugement,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation au Rwanda (E/CN.4/2000/41);
2. Se félicite de la coopération et de l'aide apportées par le Gouvernement rwandais au Représentant spécial;
3. Accueille avec satisfaction les efforts que le Gouvernement rwandais continue à déployer en vue d'édifier un État fondé sur la légalité et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux autres instruments internationaux pertinents;
4. Condamne de nouveau énergiquement le crime de génocide et les crimes contre l'humanité commis au Rwanda en 1994;
5. Prend acte du rapport de la commission indépendante d'enquête sur l'action menée par les Nations Unies pendant le génocide de 1994 au Rwanda (S/1999/1257, annexe) conformément au mandat conféré par le Secrétaire général et approuvé par le Conseil de sécurité;
6. Réaffirme que toutes les personnes qui ont commis ou autorisé des actes de génocide ou d'autres violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont personnellement responsables de ces violations et tenues d'en rendre compte;
7. Se déclare préoccupée par le fait que la plupart des auteurs du crime de génocide et d'autres violations flagrantes des droits de l'homme continuent d'échapper à la justice;
8. Demande à nouveau à tous les États de collaborer sans réserve avec le Gouvernement rwandais et le Tribunal international pour le Rwanda afin que soient traduits en justice,

conformément aux principes internationaux garantissant la régularité de la procédure, tous les auteurs du crime de génocide, de crimes contre l'humanité et d'autres violations graves des droits de l'homme et exprime ses remerciements aux pays qui ont déjà contribué aux poursuites engagées et à l'application de la résolution pertinente du Conseil de sécurité;

9. Note les efforts déployés par le Tribunal international pour le Rwanda afin d'être plus efficace et encourage l'adoption de nouvelles mesures dans ce sens;

10. Exprime sa préoccupation quant à l'efficacité du programme de protection des témoins du Tribunal international pour le Rwanda et demande que des améliorations lui soient apportées de toute urgence;

11. Note les informations faisant état d'une amélioration de la situation des droits de l'homme au Rwanda depuis la précédente session de la Commission, exprime sa préoccupation devant la persistance des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international et demande instamment au Gouvernement rwandais de continuer à enquêter sur ces violations et à poursuivre leurs auteurs;

12. Reconnaît qu'il est indispensable de promouvoir et de protéger les droits fondamentaux de chacun pour instaurer la stabilité et la sécurité dans la région des Grands Lacs;

13. Exprime à nouveau sa sympathie et son sentiment de solidarité envers les survivants du génocide, félicite le Gouvernement rwandais d'avoir créé un fonds destiné à leur venir en aide, félicite les gouvernements qui ont versé une contribution à ce fonds et prie de nouveau instamment la communauté internationale de faire preuve, à cet égard, de générosité;

14. Prend note avec une vive préoccupation :

a) Du rapport de la Commission internationale d'enquête (Rwanda) sur la vente, l'approvisionnement et le transport d'armes et de matériel militaire dans la région des Grands Lacs d'Afrique centrale (S/1998/1096, annexe);

b) Du rapport de l'Équipe d'enquête du Secrétaire général (S/1998/581, annexe) et demande à nouveau au Gouvernement rwandais de répondre au sujet de ce rapport;

15. Condamne la vente et la distribution illicites d'armes ainsi que toute autre forme d'assistance aux anciens membres des forces armées rwandaises, des Interahamwe et des autres groupes insurrectionnels, qui ont une incidence négative sur les droits de l'homme et sapent la paix et la stabilité au Rwanda et dans la région;

16. Note que le Gouvernement rwandais regroupe les populations rurales dispersées dans le pays, notamment dans le nord-ouest, et invite instamment le Gouvernement rwandais à

respecter les principes relatifs aux droits de l'homme et à ne pas user de contrainte dans la mise en œuvre du programme de réinstallation;

17. Prend note avec intérêt de la création d'organisations communautaires pour la reconstruction du pays et invite le Gouvernement rwandais à faire en sorte que leurs membres soient convenablement formés, contrôlés et tenus de rendre des comptes;

18. Exprime à nouveau sa préoccupation devant les conditions de vie dans de nombreux centres communautaires de détention et dans certaines prisons rwandaises, invite le Gouvernement rwandais à poursuivre ses efforts pour que les détenus soient traités dans le respect des droits de l'homme, souligne la nécessité de consacrer davantage d'attention et de ressources à ce problème et prie à nouveau la communauté internationale d'aider le Gouvernement rwandais à cet égard;

19. Encourage la poursuite de l'action menée par le Gouvernement rwandais pour réduire la population carcérale en libérant les mineurs, les détenus âgés, les malades en phase terminale ainsi que les suspects dont le dossier est incomplet et qui ont été incarcérés pour implication présumée dans le génocide et autres violations des droits de l'homme, réaffirme qu'il faut de toute urgence établir pour chaque détenu un dossier complet afin de savoir lesquels il convient de libérer immédiatement, à bref délai ou sous condition, et exprime sa préoccupation devant le nombre des détenus encore en attente de jugement;

20. Se félicite que des procès continuent d'être intentés dans le pays contre les personnes soupçonnées d'avoir commis des actes de génocide et des crimes contre l'humanité et que des améliorations aient été apportées à la procédure, et encourage le Gouvernement rwandais à renforcer, avec le soutien de la communauté internationale, le potentiel d'une justice indépendante, conformément aux normes internationales;

21. Engage le Gouvernement rwandais et invite le Tribunal international pour le Rwanda à donner encore la priorité absolue à la poursuite et à la répression de crimes sexuels violents commis contre des femmes, conformément aux recommandations de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, et se félicite de la décision du Tribunal international pour le Rwanda de donner une définition large des actes de violence sexuels;

22. Prend note avec intérêt des mesures prises par le Gouvernement rwandais, avec l'appui du Représentant spécial, en vue d'instituer le système judiciaire gacaca fondé sur la justice traditionnelle au Rwanda, afin d'accélérer le traitement des dossiers des nombreux détenus en attente de jugement et d'associer la population à l'administration de la justice selon

les normes internationales relatives aux droits de l'homme, de manière à encourager la réconciliation et l'unité nationales;

23. Encourage le Gouvernement rwandais dans sa campagne de sensibilisation visant à promouvoir la légalité, le respect des droits de l'homme et la réconciliation nationale;

24. Lance à nouveau un appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse une assistance financière et technique au Gouvernement rwandais selon un schéma de coopération arrêté en commun, afin de l'aider à renforcer la protection des survivants et des témoins de génocide et l'administration de la justice, notamment à améliorer l'accès à une représentation judiciaire, à poursuivre les responsables d'actes de génocide et d'autres violations des droits de l'homme et à promouvoir l'État de droit au Rwanda, et note avec satisfaction l'assistance déjà fournie par certains donateurs;

25. Accueille avec satisfaction la nouvelle loi sur les régimes matrimoniaux et l'héritage, qui accorde aux femmes l'accès réel et sans restriction aux biens de leurs maris et de leurs parents;

26. Félicite le Gouvernement rwandais pour les efforts qu'il ne cesse de déployer afin d'améliorer la situation des enfants et l'encourage à poursuivre dans cette voie, notamment en maintenant une collaboration étroite avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance selon le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant énoncé dans la Convention relative aux droits de l'enfant;

27. Encourage le Gouvernement rwandais, agissant en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à maintenir son aide aux rapatriés et leur protection;

28. Félicite le Gouvernement rwandais pour avoir mis sur pied la Commission nationale des droits de l'homme et pour le soutien qu'il lui apporte;

29. Exprime ses remerciements aux membres de la Commission nationale des droits de l'homme pour avoir organisé une table ronde avec le concours du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Gouvernement rwandais et avec l'aide du Représentant spécial et de la communauté internationale, ce qui a permis à la Commission nationale d'élaborer un plan d'action pour la promotion et la protection accrue des droits de l'homme au Rwanda;

30. Encourage le Gouvernement rwandais à soutenir sans réserve le mandat de la Commission nationale des droits de l'homme, notamment par un financement suffisant, afin de lui permettre d'enquêter sur les violations de ces droits et de mobiliser et informer la population

rwandaise, et invite la communauté internationale à aider le Gouvernement rwandais dans ce domaine;

31. Accueille avec satisfaction la mise sur pied de la Commission juridique et constitutionnelle comme prévu par l'Accord de paix d'Arusha d'août 1993 et demande instamment au Gouvernement rwandais d'apporter à la Commission l'appui nécessaire;

32. Exhorte le Gouvernement rwandais à travailler avec les gouvernements intéressés et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme afin de faciliter la mise en place de mécanismes nationaux de surveillance des droits de l'homme, notamment pour la formation d'inspecteurs nationaux des droits de l'homme;

33. Se félicite de l'engagement pris par le Gouvernement rwandais de promouvoir l'unité et la réconciliation nationales, encourage le Gouvernement à poursuivre ses efforts dans ce sens, salue la création de la Commission nationale pour l'unité et la réconciliation et demande instamment qu'un soutien international soit fourni pour permettre à la Commission d'atteindre ses objectifs;

34. Recommande à la communauté internationale de continuer à fournir une aide au développement afin que le Rwanda puisse assurer son relèvement et sa stabilité à long terme;

35. Félicite le Représentant spécial de son travail, décide de proroger à nouveau son mandat d'une année, le prie de faire rapport à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session et à la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-septième session, conformément à son mandat, et prie la Haut-Commissaire aux droits de l'homme de lui apporter le concours financier dont il pourrait avoir besoin;

36. Demande que des consultations étroites aient lieu régulièrement entre le Représentant spécial, le Gouvernement rwandais, la Commission nationale des droits de l'homme et toutes les institutions nationales compétentes;

37. Encourage le Gouvernement rwandais, les autres gouvernements, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales à fournir une aide, dans un cadre de coopération concerté, pour la reconstruction de l'infrastructure des droits de l'homme au Rwanda, notamment pour l'édification d'une société civile solide;

38. Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après :

"Le Conseil économique et social, prenant note de la résolution 2000/... de la Commission des droits de l'homme, en date du .. avril 2000, fait sienne la décision de la Commission de proroger de nouveau d'un an le mandat du Représentant spécial de la Commission chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Rwanda, de faire des recommandations sur la situation dans ce pays, de faciliter le fonctionnement indépendant et efficace de la Commission nationale des droits de l'homme, et de faire des recommandations sur les situations qui pourraient appeler la fourniture au Gouvernement rwandais d'une assistance technique dans le domaine des droits de l'homme.

Le Conseil fait siennes la demande de la Commission adressée au Représentant spécial de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa cinquante-cinquième session, et à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-septième session, conformément à son mandat et sa demande adressée à la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au Représentant spécial le concours financier dont il pourrait avoir besoin pour s'acquitter de son mandat."

-----